



## CHAPITRE 262

### LOI CONCERNANT LES BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET LES RÉGISTRATEURS

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé des bureaux d'enregistrement*.

#### SECTION I

##### DU TRAITEMENT DE CERTAINS RÉGISTRATEURS

**2.** Les registrateurs auxquels il est accordé un traitement en vertu des dispositions de la présente loi, rendent compte au trésorier de la province des honoraires et émoluments d'office qu'ils ont perçus, à quelque titre que ce soit, pendant l'accomplissement de leurs fonctions. Certains registrateurs rendent compte de leurs honoraires. S. R. (1909), 7465; 15 Geo. V, c. 72, s. 1.

**3.** Tout tel registrateur est censé être un officier du revenu dans le sens de l'article 7 de la Loi du contrôle du revenu (chap. 22); et son traitement n'est saisissable que dans les cas de contraventions aux devoirs de sa charge, et en exécution de jugements obtenus à raison de telles contraventions et non autrement, et alors un quart de son salaire est saisissable. Régistrateurs officiers du revenu. Insaisissabilité des traitements, etc. S. R. (1909), 7466.

**4.** Les divisions d'enregistrement qui tombent sous le coup de la présente section et dont les registrateurs reçoivent un traitement, sont les suivantes et, pour les fins de ladite section, elles sont divisées en trois classes: Divisions régies par cette section.

La première classe comprend la division d'enregistrement de Montréal; 1<sup>ère</sup> classe.

La deuxième classe comprend la division d'enregistrement de Québec; 2<sup>ème</sup> classe.

La troisième classe comprend toutes les divisions d'enregistrement auxquelles il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer, par proclamation, 3<sup>ème</sup> classe.

les dispositions de la présente section, tel que prévu par l'article 10. S. R. (1909), 7467; 11 Geo. V, c. 15, s. 4. (\*)

Classes assignées aux registrateurs.

**5.** Le lieutenant-gouverneur en conseil assigne à chaque registrateur en office dans une des divisions d'enregistrement mentionnées dans l'article 4, la classe à laquelle il appartient, et, alors, sujet aux dispositions ci-après énoncées, tel registrateur reçoit le traitement fixé dans l'annexe à la présente loi. S. R. (1909), 7468.

Assignation de la classe lors de la nomination.

**6.** Tout arrêté en conseil nommant une personne à une charge de registrateur dans une des divisions mentionnées dans l'article 4, doit assigner à cette personne l'une des trois classes; et le traitement de ce registrateur est fixé d'après la classe qui lui est ainsi assignée, conformément à l'article 5.

Traitement.

Traitement des registrateurs conjoints.

Cependant, lorsque des registrateurs conjoints sont nommés dans une telle division, chacun des conjoints reçoit un traitement n'excédant pas le montant fixé dans ladite annexe, pour un registrateur de la classe qui lui est assignée. S. R. (1909), 7469.

Nomination de députés-registrateurs.

**7.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, pour les divisions d'enregistrement comprises dans la présente section, un ou plusieurs députés-registrateurs ainsi que les autres employés nécessaires, à chacun desquels il assigne le traitement jugé convenable.

Leurs pouvoirs et devoirs.

Ce ou ces députés ont, à tous égards, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que s'ils étaient nommés par le registrateur.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut seul révoquer les députés-registrateurs ainsi nommés ou accepter leur démission. S. R. (1909), 7470; 14 Geo. V, c. 69, s. 1; 15 Geo. V, c. 72, s. 2.

Allocation pour dépenses contingentes.

**8.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut allouer à chaque registrateur, pour les dépenses contingentes nécessaires de son bureau, telle somme additionnelle qu'il juge à propos. S. R. (1909), 7471; 11 Geo. V, c. 15, s. 5; 15 Geo. V, c. 72, s. 3.

Remplacement du registrateur en cas de décès, etc.

**9.** En cas de décès, démission ou destitution du registrateur, le député-registrateur auquel le titre de député-registrateur en chef a été attribué lors de sa nomination, et, à défaut de la nomination d'un député-registrateur en chef, le député-registrateur que désigne

(\*) L'amendement à cet article par 11 Geo. V, c. 15, s. 4, est devenu en vigueur, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le 1er octobre 1922 (Gazette officielle de 1922, p. 2037).

le procureur général, remplit les devoirs de ce registra-  
 teur jusqu'à ce qu'un autre ait été nommé à sa place et  
 qu'il ait pris charge du bureau après avoir reçu sa com-  
 mission et avoir rempli les devoirs imposés par les arti-  
 cles 9 et 39 de la Loi des employés publics (chap. 9).  
 S. R. (1909), 7472; 11 Geo. V, c. 15, s. 5; 15 Geo. V,  
 c. 72, s. 4.

**10.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la présente section à toute autre divi-  
 sion d'enregistrement de la province.

Application  
de cette sec-  
tion à d'autres  
divisions.

Depuis la date mentionnée dans cette proclamation, le registra-  
 teur de toute telle division d'enregistrement reçoit le traitement qui lui est alloué par ordre en conseil,  
 dans la division de troisième classe mentionnée dans  
 l'annexe à la présente loi.

Traitement  
du registra-  
teur en ce cas.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le juge à propos, révoquer toute telle proclamation, et, à  
 compter de cette révocation, le registra-  
 teur perçoit et  
 garde pour lui, comme avant la proclamation, les hono-  
 raires et émoluments de son office au lieu de toucher un  
 traitement. S. R. (1909), 7473.

Révocation  
de la procla-  
mation; per-  
ception des  
honoraires.

**11.** L'article 6 de la Loi du pourcentage sur les honoraires de certains officiers publics (chap. 32), et les  
 articles 48, 49 et 50 de la présente loi ne s'appliquent  
 pas aux divisions d'enregistrement qui tombent sous  
 le coup de la présente section. S. R. (1909), 7474.

Inapplicabi-  
lité de certains  
articles aux  
divisions d'en-  
registrement  
régies par la  
présente sec-  
tion.

## SECTION II

### DE LA LOCALISATION DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT

**12.** Si un comté n'est pas devenu, le 1er janvier 1861, un comté pour les fins d'enregistrement, le lieutenant-  
 gouverneur peut déclarer par proclamation ce comté ou  
 district électoral une division pour telles fins, et si le  
 conseil municipal n'a pas fixé l'endroit de ses séances  
 avant cette date, il peut le fixer lui-même dans le comté  
 et y établir le bureau de la division d'enregistrement.  
 S. R. (1909), 7475.

Comtés qui  
n'étaient pas  
formés en  
comtés d'en-  
registrement  
le 1er janvier  
1861.

**13.** Si, dans une division d'enregistrement, il n'y a pas, dans l'endroit où doit être tenu le bureau d'enregis-  
 trement, un local convenable pour la tenue de ce bureau,  
 avec un coffre-fort de métal ou une voûte à l'épreuve  
 du feu, le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en  
 conseil, ordonner que la somme de douze cents dollars  
 accordées par l'article 25 de la Loi des palais de justice

Somme accor-  
dée pour les  
comtés où il  
n'y a pas de  
voûtes conve-  
nables.

et prisons (chap. 156), à l'effet de construire et procurer un palais de justice ou la partie de cette somme non dépensée, soit employée à construire ou acquérir un local convenable, avec un coffre-fort ou une voûte de sûreté, tel que voulu par la loi, pour le bureau de cette division d'enregistrement.

Fonds pour  
cette fin.

Il peut encore, par arrêté en conseil, ordonner qu'une partie quelconque des honoraires du régistrateur, ou tous honoraires qu'il a fixés à cette fin pour les services accomplis par le régistrateur, soient versés entre les mains de l'officier qu'il désigne dans le but de former, avec les deniers ci-dessus, un fonds pour construire ou acquérir tel local avec un coffre-fort ou une voûte de sûreté pour ce bureau d'enregistrement.

Date où le  
bureau peut  
être construit.

Ce bureau peut être construit et le coffre-fort ou la voûte de sûreté fournis sous l'autorité d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil aussitôt que le fonds est suffisant pour y pourvoir.

Remise des  
deniers et  
leur emploi.

Si c'est la municipalité du comté ou le régistrateur de la division qui a procuré le bureau et le coffre-fort ou la voûte de sûreté, avant que l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil ait été passé, les deniers du fonds doivent alors être remis au régistrateur ou à la municipalité, suivant le cas; mais si c'est à la municipalité qu'ils sont remis, cette dernière doit les employer à la construction du palais de justice, tel que prévu par l'article 25 de la Loi des palais de justice et prisons (chap. 156). S. R. (1909), 7476.

Tenue du bu-  
reau d'enre-  
gistrement.

**14.** Après le jour fixé par la proclamation, le bureau d'enregistrement doit être tenu à l'endroit qui y est fixé; et s'il y est déjà établi un bureau d'enregistrement dans un autre endroit, il doit être transporté à l'endroit ainsi fixé. S. R. (1909), 7477.

Bureau d'en-  
registrement  
dans les an-  
ciennes divi-  
sions.

**15.** Tout territoire compris dans une ancienne division d'enregistrement doit y rester jusqu'à ce que le comté ou district électoral dans lequel il se trouve devienne une division d'enregistrement. S. R. (1909), 7478.

Cas où il y a  
plus d'un bu-  
reau d'enre-  
gistrement  
dans un  
comté devenu  
division d'en-  
registrement.

**16.** Si, dans un comté devenu une division d'enregistrement il y a plus d'un bureau d'enregistrement, celui d'entre ces bureaux qui est dans le lieu ou le plus près du lieu des séances du conseil municipal du comté, doit être le bureau d'enregistrement pour ce comté, lorsqu'il est devenu une division d'enregistrement, sauf à être transporté à l'endroit où le conseil tient ses séances s'il n'est pas déjà tenu en cet endroit.

Tout autre bureau d'enregistrement en ce comté doit être transporté à tel endroit que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne, dans la division d'enregistrement où est située la plus grande partie du territoire pour lequel il continue à être le bureau d'enregistrement, jusqu'à ce que ce comté devienne une division d'enregistrement, époque à laquelle il doit être tenu au lieu où le conseil municipal de comté tient ses séances. S. R. (1909), 7479.

Transport des autres bureaux.

### SECTION III

#### DES ARCHIVES DANS CERTAINS BUREAUX D'ENREGISTREMENT DES ANCIENS COMTÉS

**17.** Les livres, archives, index, documents et papiers appartenant aux bureaux d'enregistrement établis, en vertu des divers actes de l'ancienne province du Bas Canada, dans les comtés d'alors de Drummond, Sherbrooke, Stanstead, Shefford, Missisquoi, Deux-Montagnes, Beauharnois, Ottawa, Mégantic et l'Acadie, qui devaient, au désir de l'ordonnance 4 Victoria, chapitre 30, être transmis aux bureaux d'enregistrement des divers districts d'enregistrement où étaient situés les bureaux d'enregistrement de ces comtés respectivement, ont dû, et doivent s'ils ne l'ont pas été déjà, être remis et déposés pour y rester, dans les bureaux des divisions d'enregistrement où sont situés les immeubles qu'ils concernent.

Archives de certains anciens comtés. forment parties des bureaux d'enregistrement des comtés où sont situés les immeubles auxquels ils se rapportent.

Les registrateurs, dans les bureaux desquels ces registres et documents sont déposés, jouissent des mêmes pouvoirs et sont tenus aux mêmes devoirs et peuvent accorder des certificats de ces registres et documents, de la même manière que s'ils avaient été originellement enregistrés dans leurs bureaux respectifs.

Devoirs des registrateurs où ces archives sont déposées.

Les sommaires, livres, archives, index, documents et papiers, faits et dressés en vertu des dispositions de l'ordonnance 4 Victoria, chapitre 30, restent et forment partie des archives et papiers des bureaux des divisions d'enregistrement dans lesquelles ils se trouvent, sujets dans tous les cas aux dispositions de l'article 18. S. R. (1909), 7480.

Certaines archives restent où elles sont.

### SECTION IV

#### DES ARCHIVES DANS LES NOUVELLES DIVISIONS D'ENREGISTREMENT

**18.** Lorsque le conseil municipal d'un comté ou localité qui est devenu une division d'enregistrement, a fourni les fonds pour payer les dépenses nécessaires, il peut exiger du registrateur, dans le bureau duquel a été enregistré quelque document affectant la propriété im-

Réregistrateur d'une division doit fournir les copies des documents entrés dans son bureau.

mobilière dans tel comté ou localité, des copies ou extraits certifiés de ces documents et des entrées y relatives.

Transcription  
de ces copies

Ces copies ou extraits doivent être transcrits lisiblement dans un ordre régulier, dans des livres convenablement reliés fournis par la municipalité de comté.

Honoraires du  
régistrateur.

Pour ces copies ou extraits, le registrateur a droit à six centins et deux tiers par cent mots.

Pouvoir du  
régistrateur  
de la division  
d'enregistre-  
ment de don-  
ner les copies.

Après la livraison de ces copies ou extraits, le registrateur de la nouvelle division d'enregistrement peut alors en donner lui-même des copies ou extraits, faire des recherches, donner des certificats, et exécuter tous actes officiels à cet égard, de la même manière que si les documents avaient été originairement enregistrés dans son bureau, et demander et recevoir les honoraires exigibles pour ces actes et documents.

Validité des  
copies, etc.  
données par  
le registra-  
teur.

Les copies, extraits, certificats et actes ainsi donnés par ce registrateur valent, à toutes fins quelconques, tout comme s'ils avaient été donnés, parfaits et exécutés par le registrateur chargé de la garde des livres, entrées et documents originaux, sauf le droit accordé à toute personne de prouver erreur, et sauf aussi le recours de toute personne contre le registrateur qui les a fournis si l'erreur se trouve dans les extraits ou copies qu'il a fournis. S. R. (1909), 7481.

Recours en  
cas d'erreur.

Pouvoir du  
régistrateur  
qui a la garde  
des livres ori-  
ginaux, etc.

**19.** Sur paiement des honoraires exigibles, le registrateur préposé à la garde des livres originaux dans lesquels des documents peuvent avoir été enregistrés, est tenu d'en délivrer des copies ou extraits, faire des recherches et donner des certificats y relatifs, bien que l'endroit dans lequel sont situés les immeubles auxquels ils se rapportent, ne soit plus dans les limites de celui pour lequel il est registrateur, et bien qu'il puisse avoir fourni des copies de ces documents à quelque autre registrateur en vertu de l'article 18, et cela avec le même effet légal que s'il avait été ou s'il était le registrateur pour l'endroit dans lequel les immeubles sont situés. S. R. (1909), 7482.

Place d'enre-  
gistrement  
des docu-  
ments prou-  
vant la radia-  
tion des hypo-  
thèques.

**20.** Jusqu'à ce que les copies soient fournies au registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, tous les documents de nature à prouver l'extinction de quelque hypothèque ou charge dont un immeuble peut être grevé dans la division, peuvent être enregistrés au bureau d'enregistrement dans lequel les documents créant cette hypothèque ou cette charge ont été originairement enregistrés.

Si ces copies ont été fournies au registra-  
 tion division d'enregistrement qu'il appartient, les documents  
 Radiation au nouveau bureau.  
 autorisant la radiation doivent être enregistrés  
 dans son bureau. S. R. (1909), 7483.

## SECTION V

## DES RÉGISTRATEURS APRÈS LE CHANGEMENT

**21.** Nonobstant tout changement opéré dans le nom ou les limites d'une division d'enregistrement, ou le déplacement du bureau d'enregistrement de cette division, sauf le pouvoir du lieutenant-gouverneur de le destituer à volonté, ou d'exiger un nouveau cautionnement, le registra-  
 Le registra-  
 teur continue  
 à exercer ses  
 fonctions  
 après les  
 changements.  
 teur qui tenait ce bureau avant l'époque de tel changement ou déplacement doit, sans nouvelle nomination, et avec les mêmes cautionnements dont la responsabilité est censée continuer, rester le registra-  
 teur de la division dont ce bureau est le bureau d'enregistrement. S. R. (1909), 7484.

## SECTION VI

## DES REGISTRES

**22. 1.** Le secrétaire de la province, d'après les instructions qu'il peut recevoir du lieutenant-gouverneur en conseil, fournit et transmet, à chaque bureau d'enregistrement, tous les registres nécessaires à la tenue d'un bureau d'enregistrement au fur et à mesure qu'un ou des registres sont requis pour la bonne administration du bureau, sur rapport de l'un des inspecteurs.  
 Registres des  
 bureaux d'en-  
 registrement.

Le coût de ces registres est payé à même les deniers non affectés entre les mains du trésorier de la province.  
 Paiement de  
 ces registres.

**2.** Les dispositions du présent article ne s'appliquent aux registra-  
 Application  
 de cet article.  
 teurs qui ont payé de leurs deniers les registres en usage le 14 mars 1912 (date de l'entrée en vigueur de la loi 2 George V, chapitre 44), qu'au fur et à mesure que de nouveaux registres seront requis pour la bonne administration de leurs bureaux, sur rapport de l'un des inspecteurs. S. R. (1909), 7504; 2 Geo. V, c. 44, ss. 1, 2.

**23. 1.** Les registres, index, répertoires ou autres livres d'un registra-  
 Registres, etc.  
 teur, devenus en état de vétusté tel peuvent être  
 remplacés par  
 le registra-  
 teur, qu'il pourrait en résulter des erreurs ou omissions au préjudice du public, ou mettre en danger le droit des particuliers, peuvent être, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, remplacés par le registra-  
 teur par d'autres du même format dans lesquels sont transcrits les actes, matières et choses contenus dans ces registres,

- index, répertoires ou autres livres, en tant que les écritures peuvent être déchiffrées.
- Index aux noms. L'index aux noms peut être aussi remplacé sur simple ordre de l'inspecteur des bureaux d'enregistrement.
- Mode de faire la copie. La copie doit en être faite avec tout le soin possible, et en ayant recours aux registres pour les endroits illisibles de l'index à recopier.
- Authentification du livre. Le livre où se fait la transcription doit être au préalable authentiqué et paraphé en la manière indiquée dans l'article 2181 du Code civil.
- Vidimation. 2. Le registrateur et son député doivent, après avoir collationné l'original avec la copie, apposer à la fin de la copie un certificat attestant qu'elle a été examinée et vidimée, et qu'elle est conforme à l'original.
- Attestation du certificat. Ce certificat est fait sous serment prêté devant le protonotaire du district, ou devant le greffier de la Cour de circuit du comté.
- Authentification des index, etc. 3. Tout index, répertoire, registre ou autre livre portant un semblable certificat, a la même authenticité, la même validité et le même effet, à toutes fins et intentions, que celui dont il est la transcription, et l'article 2161 du Code civil s'y applique.
- Conservation de l'original. Toutefois, l'original doit être conservé pour servir, au besoin, et pour être consulté. S. R. (1909), 7505.
- Transport des livres des registrateurs à leurs successeurs. **24.** Si un registrateur cesse ses fonctions pour cause de démission ou de destitution de sa charge, il est tenu après avoir cessé de remplir sa charge, et, dans le cas où il vient à mourir, ses héritiers, exécuteurs et représentants légaux sont tenus, de livrer et remettre à son successeur en charge, à sa demande, tous les livres, registres, sommaires et papiers appartenant au bureau; si le registrateur qui démissionne ou est destitué de son emploi, ou si les héritiers, exécuteurs ou autres représentants légaux du registrateur décédé, refusent ou négligent de remettre au successeur de ce registrateur, ces livres, registres, sommaires et papiers, ils sont tous et chacun d'eux tenus de faire aux parties lésées, réparation de tous les dommages et frais encourus à raison de ce refus ou de cette négligence. S. R. (1909), 7506.

## SECTION VII

### DES DEVOIRS DES RÉGISTRATEURS

- Devoirs des registrateurs. **25.** Outre les peines infligées par l'article 2159 du Code civil, tout registrateur est tenu de se conformer aux lois sur l'enregistrement, sous peine d'une amende n'excédant pas quarante dollars pour chaque contravention et des frais. S. R. (1909), 7507.
- Pénalités pour infractions.



**26.** Tout registrateur, sauf celui auquel un traitement est attribué en vertu de la présente loi, est tenu, dans les vingt jours après qu'il a prêté le serment d'office, de nommer un député; et, en cas de décès, démission ou destitution du registrateur, ce député, remplit les devoirs du registrateur jusqu'à ce qu'un autre ait été nommé à sa place, et qu'il ait pris la charge du bureau après avoir reçu sa commission et avoir rempli les devoirs imposés par les articles 9 et 39 de la Loi des employés publics (chap. 9). S. R. (1909), 7508; 10 Geo. V, c. 45, s. 3; 15 Geo. V, c. 72, s. 5.

Nomination des députés.

**27.** Tout député-registrateur peut démissionner ou être destitué de sa charge par le registrateur; advenant le décès, la démission ou la destitution du député, il est du devoir du registrateur de nommer un autre député à sa place dans les vingt jours après ce décès, cette démission ou destitution. S. R. (1909), 7509.

Démission ou destitution des députés.

**28.** Si un registrateur néglige de nommer un député il est passible d'une amende de vingt dollars pour chaque jour qu'il néglige de faire cette nomination.

Négligence de nommer un député.

L'amende peut être recouvrée devant tout tribunal compétent et est payée par moitié à Sa Majesté et par moitié au dénonciateur. S. R. (1909), 7510.

Amende.

**29.** Les dispositions des articles 26, 27 et 28 ne s'appliquent pas aux registrateurs ni aux députés-registrateurs des divisions d'enregistrement visées par la première section de la présente loi. S. R. (1909), 7511; 13 Geo. V, c. 55, s. 2; 15 Geo. V, c. 72, s. 6.

Dispositions concernant certains officiers.

**30.** Il est du devoir du shérif du district, et s'il n'y a pas de shérif, alors du préfet du comté où est décédé le registrateur, de donner avis immédiatement du décès au procureur général, pour l'information du lieutenant-gouverneur qui, dans l'espace d'un mois après le décès, doit nommer une personne compétente pour remplir cette vacance. S. R. (1909), 7512.

Avis de décès du registrateur et nomination de son successeur.

**31.** 1. Le registrateur et le député-registrateur, avant d'entrer en fonction, doivent prêter et souscrire, devant l'un des juges de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure, ou devant le protonotaire du district ou un commissaire *per dedimus potestatem*, les serments d'allégeance et d'office contenus dans les formules 1 et 2.

Serments d'allégeance et d'office prêtés par le registrateur.

Transmission de ces serments au greffier de la paix.      2. Ces serments, une fois prêtés, sont transmis au greffier de la paix du district dans les limites duquel est situé le bureau auquel ce régistrateur ou ce député a été nommé.

Leur dépôt.      3. Le greffier de la paix est tenu de les déposer dans les archives de son bureau et, pour ce service, il a droit d'exiger un dollar du régistrateur ou du député.

Devoir du greffier.      4. Le greffier doit également, sur réception de ces serments, en transmettre une copie au régistrateur qu'il appartient avec un certificat attestant qu'ils ont été déposés dans les archives du greffe de la paix; et cette copie et le certificat doivent être conservés dans le bureau d'enregistrement. S. R. (1909), 7513; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 1; 3 Geo. V, c. 46, s. 1.

Cautionnement des régistrateurs.      32. Le cautionnement que doit fournir le régistrateur est donné conformément à la quatrième section de la Loi des employés publics (chap. 9). S. R. (1909), 7514.

Défense à un régistrateur de pratiquer comme notaire.      33. Sauf les régistrateurs en office nommés avant le 1er janvier 1874, aucun régistrateur ne peut pratiquer comme notaire. S. R. (1909), 7515. (\*)

Résidence des régistrateurs      34. Tout régistrateur doit résider dans un rayon de cinq lieues de son bureau. Cette disposition s'applique aussi à tout député-régistrateur. S. R. (1909), 7516; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 2.

## SECTION VIII

### DES HONORAIRES DES RÉGISTRATEURS

Honoraires des régistrateurs pour certaines fins.      35. Il est alloué à tout régistrateur, à moins et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 38, pour déposer, entrer et enregistrer chaque sommaire, cinquante centins, si les mots y contenus n'excèdent pas quatre cents mots, mais si le sommaire excède quatre cents mots, alors il est payé au taux de dix centins par chaque cent mots contenus dans le sommaire, en sus des premiers quatre cents mots, et il reçoit les mêmes honoraires pour le même nombre de mots contenus dans chaque titre, transport, testament et document qui est enregistré au long, ainsi que dans tout certificat ou copie ou autres écritures requis de lui; et pour chaque recherche dans le bureau, si les noms des parties au titre ou à l'acte dont on entend faire la recherche sont donnés, il reçoit vingt centins, et si les noms ne sont pas donnés, quarante centins. S. R. (1909), 7517.

(\*) Voir chapitre 211, articles 30 et 31.

**36.** Il est alloué à tout régistrateur, pour tenir la liste des mutations de propriétés dans les seigneuries, un honoraire de dix centins par chaque cent mots, à prendre sur les deniers déposés entre ses mains à cette fin, et il doit continuer à tenir cette liste tant que la somme de deniers ainsi déposée, ou toute autre somme déposée dans la suite pour la même fin, n'est pas épuisée. S. R. (1909), 7518. Honoraires du régistrateur pour tenir liste de mutations.

**37.** Il lui est aussi alloué un honoraire de cinquante centins pour chaque adresse ou changement d'adresse de tout créancier hypothécaire entré dans son registre, lequel montant couvre ses honoraires pour toute procédure s'y rapportant. S. R. (1909), 7519. Pour adresses, etc.

**38.** Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut faire des tarifs des honoraires que doivent recevoir les régistrateurs pour les divers services rendus par eux, et ces honoraires sont alors substitués à ceux fixés par l'article 35 ou par toute autre disposition. Tarif d'honoraires.

Tout tel arrêté en conseil peut être modifié, abrogé ou remplacé et peut s'appliquer à une ou à plusieurs ou à toutes les divisions d'enregistrement de la province. Leurs modifications.

Cet arrêté doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et a son effet à dater du jour y mentionné, n'étant pas moins d'un mois à compter du jour où il a été publié. S. R. (1909), 7520. (\*) Leur publication.

## SECTION IX

### DE L'INSPECTION DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT

**39.** Le lieutenant gouverneur en conseil peut nommer des personnes compétentes, au nombre de deux au plus, avec tel traitement n'excédant pas deux mille dollars par année qu'il jugera convenable, pour visiter les bureaux d'enregistrement et les coffres-forts ou voutées de sûreté que les municipalités sont tenues de se procurer et d'entretenir d'après les dispositions des articles 423, 425, 426 et 427 du Code municipal. S. R. (1909) 7521; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3. Nomination de deux inspecteurs.

**40.** Chacun de ces inspecteurs est un officier public et porte le titre d'inspecteur des bureaux d'enregistrement; il reste en charge durant bonne conduite et doit prêter les serments d'allégeance et d'office ordinaires; Durée de la charge. Serments.

(\*) O. C., 27 mars 1902, G. O., pp. 833 et 90a.  
O. C., 19 mai 1906, G. O. p. 962.  
O. C., 7 juillet 1910, G. O., p. 1420.  
O. C., 26 juin 1913, G. O., p. 1415.  
O. C., 14 juillet 1914, 5 Geo: V, pp. VII et VIII.  
O. C., 7 mai 1919, 9 Geo. V, p. XI.

suivant les formules 3 et 4, devant un des juges de la Cour supérieure ou un commissaire *per dedimus potestatem*.

Assignation  
des devoirs.

Le procureur général peut, en tout temps, assigner à chacun des inspecteurs telle partie qu'il juge à propos des fonctions qui sont, par la présente section, assignées aux inspecteurs; il peut également prescrire à l'un desdits inspecteurs de remplir les fonctions qui ont été assignées à l'autre ou qui sont ordinairement remplies par ce dernier. S. R. (1909), 7522; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

Uniformité  
dans la tenue  
des livres, etc.

**41.** Les inspecteurs possèdent le pouvoir d'ordonner les changements permis par la loi et nécessaires pour obtenir l'uniformité dans la tenue des livres et registres des bureaux d'enregistrement et pour leur donner l'efficacité qui peut leur manquer. S. R. (1909), 7523; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

Leur devoir  
quand il  
n'existe pas  
d'index.

**42.** Dans les bureaux où l'index aux immeubles n'existe pas, les inspecteurs doivent fournir au registra-  
teur un modèle à suivre pour la confection de cet index suivant la formule 5, à l'effet de mettre le registra-  
teur en état de donner, au moment d'une demande de re-  
cherches, par la seule inspection de cet index, le mon-  
tant des charges existant sur tout immeuble cadastré. S. R. (1909), 7524; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

Leurs devoirs  
quand il en  
existe.

**43.** Dans les bureaux où l'index aux immeubles existe, les inspecteurs doivent remettre le même modèle au registra-  
teur, et ce dernier est tenu de le suivre et de  
s'y conformer aussitôt que les volumes de l'index sont  
remplis et doivent être renouvelés.

Renouvelle-  
ment des in-  
dex avant le  
1er janvier,  
1913.

Si les volumes de l'index aux imreubles n'étaient pas remplis ou renouvelés dans un bureaux d'enregistre-  
ment avant le 1er janvier 1913, il a été néanmoins du  
devoir du registra-  
teur d'avoir, pour cette date, un in-  
dex aux immeubles fait conformément à la formule 5. S. R. (1909), 7525; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

Visite des bu-  
reaux d'enre-  
gistrement.

**44.** Les inspecteurs doivent faire la visite des bu-  
reaux d'enregistrement lorsqu'il en est besoin, afin de  
s'assurer que les livres et registres de ces bureaux sont  
tenus correctement et suivant la loi; que les timbres  
d'enregistrement sont apposés régulièrement sur les  
actes, copies, certificats et livres de recherches; que le  
cautionnement du registra-  
teur est valable; que chaque  
registra-  
teur a un député régulièrement nommé et as-

sermenté, et informer le gouvernement sur chacun de ces points si le registrateur est en défaut.

Les inspecteurs doivent également, lorsqu'ils en sont requis par le procureur général, faire une enquête sur la conduite tenue par un registrateur, son député ou ses employés, lorsqu'il est de l'intérêt public que cette enquête ait lieu; et ils ont, relativement à cette enquête, tous les pouvoirs que possède un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 8). S. R. (1909), 7526; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

**45.** Les inspecteurs doivent faire au lieutenant-gouverneur en conseil, un rapport général de leurs visites, et consigner dans ce rapport les changements qui leur paraissent nécessaires pour donner à l'index aux immeubles l'efficacité désirable et pour obtenir l'uniformité dans la tenue des livres et registres des bureaux d'enregistrement. S. R. (1909), 7527; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

**46.** Les inspecteurs peuvent aussi, au besoin, en joindre à tout registrateur, de recopier tout index aux noms en état de vétusté, ou détérioré par l'usage au point de ne plus offrir de certitude au public pour les recherches qui y sont faites.

Cette copie doit être faite avec tout le soin possible et en ayant recours aux registres pour les endroits illisibles de l'index à recopier. S. R. (1909), 7528; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

**47.** Les traitements des inspecteurs des bureaux d'enregistrement ainsi que leurs dépenses de voyage et autres dépenses nécessaires à l'exécution de leurs fonctions, sont payés, sur mandat du lieutenant-gouverneur, à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. (1909), 7528a; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 3.

## SECTION X

### DU PRÉLÈVEMENT D'UN POURCENTAGE POUR FRAIS D'INSPECTION

**48.** Dans le but de subvenir aux frais de l'inspection des bureaux d'enregistrement et de la confection des plans et livres de renvoi dans les diverses divisions d'enregistrement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'il soit prélevé un pourcentage sur les honoraires perçus par tout registrateur sur les renouvellements d'hypothèques faits en vertu de l'article 2172 du Code civil. S. R. (1909), 7529.

Montant du pourcentage.      **49.** Ce pourcentage ne doit pas excéder quinze pour cent des honoraires ainsi perçus par les registrateurs sur ces renouvellements d'hypothèques. S. R. (1909), 7530.

Mention en est faite dans les rapports du registra-  
teur.      **50.** Les registrateurs soumis aux dispositions ci-dessus doivent inclure dans chacun de leurs rapports, un état du montant des honoraires reçus par eux, sur les renouvellements d'enregistrement, et transmettre en même temps au trésorier de la province le pourcentage prescrit par arrêté en conseil passé à cet effet. S. R. (1909), 7531.

---

## ANNEXE

### *Traitements de certains registrateurs*

(Article 5)

Division de première classe.....	\$6,000
do    deuxième classe.....	5,000
do    troisième classe.....	de \$300 à 4,000

S. R. (1909), 7531, cédula A; 11 Geo. V, c. 15 s. 6;  
13 Geo. V, c. 69, s. 1; 14 Geo. V, c. 69, s. 2; 15 Geo. V,  
c. 72, s. 7.

---

## FORMULES

1.—(Article 31)

*Serment d'allégeance des registrateurs et des députés-registrateurs*

Je A. B., promets sincèrement et jure que je serai  
fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le Roi.  
Ainsi Dieu me soit en aide!

S. R. (1909), 7531, formule D.

---

## 2.—(Article 31)

*Serment d'office des registrateurs et des députés registrateurs*

Je A. B., registrateur, (ou député-registrateur), pour le de jure solennellement que je remplirai et exécuterai honnêtement et fidèlement la charge de registrateur (ou député-registrateur), pour le de , et tous et chacun des devoirs qu'il m'est enjoint et prescrit de remplir et exécuter comme tel registrateur (ou député-registrateur), par la loi, aussi longtemps que je continuerai d'occuper ladite charge, et que je n'ai point donné ou promis à personne directement ou indirectement, ni autorisé aucune personne à donner ou promettre une somme d'argent, gratification ou récompense quelconque pour me procurer ou pour obtenir ladite charge. Ainsi Dieu me soit en aide!

S. R. (1909), 7531, formule E.

---

## 3.—(Article 40)

*Serment d'allégeance des inspecteurs*

Je A. B., promets sincèrement et jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le Roi. Ainsi Dieu me soit en aide!

S. R. (1909), 7531, formule F; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 4.

---

## 4.—(Article 40)

*Serment d'office des inspecteurs*

Je, A. B., nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement de la province de Québec, jure solennellement que je remplirai et exécuterai fidèlement et suivant la loi les devoirs de cette charge. Ainsi Dieu me soit en aide!

S. R. (1909), 7531, formule G; 1 Geo. V (1911), c. 49, s. 4.

---

5.—(*Article 42*)  
*Index aux immeubles*  
 INDEX de la paroisse de  
 dans le comté de  
 No 1

No et date de l'enregistre- ment	Registre, volume et page de l'enregistre- ment	Nom du vendeur, donateur, créancier, etc.	Nom de l'acqué- reur, donataire, débiteur, etc.	Montant des créances et termes de paiement	Transports, montants trans- portés, noms des cession- naires	Radiations totales ou partielles